

AIRAP

Association pour l'Information sur les Risques d'Avalanches urbaines et leur Prévention

10 rue du Général d'Harcourt - 76700 Gonfreville l'Orcher

Gilbert Delaunay, Président

☎ 06 12 38 21 36 - e-mail : gilbert.delaunay@wanadoo.fr
Adresse postale : 10 rue du Général d'Harcourt, 76700 Gonfreville l'Orcher

Jean-Claude Bourdais, Trésorier
Vice-président

☎ 06 07 65 65 65 - e-mail : jc.bourdais@spf-paris.com
Adresse postale : 32 rue La Boétie, 75008 Paris

www.airap.asso.fr

février 2010

Chamonix- La sécurité des personnes face au risque d'avalanche urbaine

PPR, PCS, DICRIM et autres moyens - ce qui a été fait, ce qui reste à faire

**Pour l'AIRAP, des avancées très significatives, mais
....attention, DANGER.
L'histoire d'un garagiste**

Question à l'AIRAP : Où en est-on des mesures prises par la Mairie, relatives à la sécurité urbaine en période de danger d'avalanches pour éviter que le drame de Montroc du 9 février 1999 se reproduise.

Il importe de rappeler quelques faits

1. Il existe 117 couloirs d'avalanches identifiés sur le périmètre de la Commune.
2. Le Maire de l'époque, avait été condamné en 2003 à trois mois de prison avec sursis pour mauvaise gestion de cette période dangereuse
3. A la suite de cette l'avalanche qui a fait 12 morts, un nouveau Plan de Prévention des risques (PPR) a été prescrit,... en 2001, par le Préfet.
4. Ce PPR a pour objet, en particulier de préciser les zones dangereuses prenant en compte
 - a. Les avalanches d'occurrence centennale, affectant les bâtiments, à travers des zones rouges et bleues

- b. Les avalanches d'occurrence pluri centennales (au delà du siècle), donc rares et donc dévastatrices, à travers les « zones jaunes ». (une zone jaune définit un secteur où l'on peut construire, mais quand il y a menace, il faut évacuer les bâtiments car aucune construction ne résiste à une avalanche de ce type).
- 5. Ce PPR, après.... 6 ans d'élaboration, est passé en enquête publique en août 2007
- 6. Depuis cette date, il n'est toujours pas approuvé par le Préfet et ce, pour deux raisons :
 - L'ANEM (association nationale des élus de montagne) fait le forcing pour faire disparaître les « zones jaunes »
 - L'AIRAP, après une étude solide réalisée par un expert de renom, a demandé que soient revus une quarantaine de couloirs sur les 117 répertoriés pour éviter d'autres Montroc (ou Val d'Isère)

Question à l'AIRAP

Depuis cette date d'août 2007, quelle a été la position de la Mairie ?

Pendant près de 15 mois, jusqu'en janvier 2008, la position du Maire a été très constante : « Tant que le PPR n'est pas approuvé, c'est à l'Etat de faire son travail, nous n'avons pas à prendre en compte ce plan qui n'a pas acquis de valeur juridique. Nous attendons donc ».

Cette position nous semblait extrêmement dangereuse pour le Maire et nous le lui avons dit et écrit à plusieurs reprises.

Chargé de la sécurité des personnes, il ne pouvait « ignorer » l'existence de secteurs dangereux clairement identifiés dans le projet de PPR, pas plus qu'il ne pouvait occulter cela aux résidents dans sa commune, susceptibles d'être frappés à nouveau par une avalanche meurtrière.

Il a donc, finalement, décidé de prendre des mesures qui nous semblaient impératives ;

Question à l'AIRAP

Quelles ont été ces mesures ?

A ce stade de nos échanges, nous voudrions souligner que la Commission de Sécurité de la Commune avait assez rapidement, de son côté, bien compris le danger de la situation. Nous avons, dès le début de l'hiver 2007, écrit à son Président, adjoint au Maire, et à chacun de ses membres, pour attirer fermement leur attention sur la nécessité d'utiliser les cartes incluses dans le projet de PPR que nous leur avons transmises très officiellement.

On se souvient, peut-être, qu'en 1999, la Commission de Sécurité précédente se réunissait sans consulter le moins du monde les cartes existantes que chacun pensait sans doute connaître parfaitement - les 117 couloirs étaient « descendus » en une trentaine de minutes, les réunions, vous le voyez, étaient brèves...
.Ce dysfonctionnement a, d'ailleurs, été un des motifs de condamnation du Maire.

Question à l'AIRAP

Alors aujourd'hui, où en est-on ?

Une large partie des demandes faites au Maire a été satisfaite et nous en sommes très heureux. Cela témoigne de l'évolution des mentalités et de la prise de conscience, pas souvent d'une manière spontanée il est vrai, que la vie des personnes a un prix et que cela entraîne des responsabilités.

Nous reprenons rapidement les 10 demandes formulées par l'AIRAP auprès du Maire et les réponses données. Sommes nous au bout du chemin ? Non, certainement pas mais pas mal de chemin a été parcouru. Malheureusement, dans ce domaine, c'est le syndrome du garagiste qui s'applique.

Question à l'AIRAP

**Quelles ont été ces demandes faites au Maire par l'AIRAP ?
Quelles réponses ont été apportées ?**

- 1. Prenez en compte dès à présent le contenu du PPR même si celui-ci n'est pas approuvé.**
- Fait largement
- 2. Veillez à ce que la Commission de sécurité utilise dès à présent les cartes du PPR non encore approuvé**
- Fait en janvier 2008
- 3. Informez les occupants, propriétaires et locataires de la situation de leur bien dans ces zones rouges, bleues et jaunes**
- Fait en février, mars 2009- Plus de 2000 propriétaires ont reçu un courrier d'information
- 4. Prévenez les notaires de ces situations, ils doivent l'information à leurs clients acquéreurs**
- A faire - voir ci-dessous
- 5. Informez les agents immobiliers de ces situations, ils doivent l'information à leurs clients acquéreurs ou locataires**
- A faire - voir ci-dessous
- 6. Nous sommes prêts à collaborer avec vous à la meilleure efficacité du Plan Communal de Sauvegarde (PCS) que la loi vous donne obligation d'établir dans le cadre d'un PPR**
- Fait - plusieurs réunions à la Mairie sur ce thème (mais voir points 7, 8 et 12 ci-dessous)

7. **Mettez en place un automate d'alerte destiné à pouvoir prévenir automatiquement, en cas de crise neigeuse intense, les personnes susceptibles d'être évacuées.**
- Fait partiellement - voir question suivante)
8. **Indiquez à ces personnes les méthodes d'évacuation et les lieux vers lesquels se diriger**
- A faire - voir ci-dessous
9. **Transmettez officiellement au Préfet pour la demande de l'AIRAP que soit revue une quarantaine de couloirs du PPR listée par l'AIRAP**
- Fait décembre 2009
10. **Transmettez officiellement au Préfet la demande de modélisation formulée par l'AIRAP de l'avalanche des Glaciers (les Pélerins) soit réalisée**
- Fait - décembre 2009
11. **Mettez en place un fichier « avalanches », destiné à recevoir les informations sur des avalanches passées**
- Fait - décembre 2009
- 12- **Faites des exercices d'évacuation**
- A faire

Question à l'AIRAP

Qu'entendez-vous par votre histoire du garagiste ?

Lorsque l'on parle de problèmes de sécurité, une chaîne a la solidité de son maillon le plus faible. Pire, s'il manque un maillon, elle ne sert plus à rien.

Toyota, un constructeur réputé sûr ; une pédale d'accélérateur défaillante – problème identifié il y a quelques temps déjà- a causé la mort d'une quarantaine de personnes et ruiné des années d'efforts pour bâtir une réputation de sécurité. Des suites judiciaires sont engagées.

Sous un autre angle, un garagiste, auquel on aura confié une voiture pour réparer la direction et les freins, ne peut jamais dire à son client : reprenez votre véhicule, la direction est réparée mais pour les freins revenez dans une semaine. Sa responsabilité serait lourdement engagée.

A Chamonix, pourtant, nous sommes dans ce genre de cas sur quatre sujets très précis

- l'automate d'alerte

Les 800 propriétaires en « zones rouges et bleues, les 1300 propriétaires en « zones jaunes » ont été informés de la situation de leur bien à partir de février 2009.
Ils ont eu à transmettre à la Mairie leur numéro de téléphone pour qu'ils puissent être joint en cas d'alerte.
L'automate d'alerte installé a vocation à les informer le moment venu.
Mais on sait que cet automate, pour être efficace, doit prévenir, par téléphone les occupants présents dans le logement.
Or, ce sont souvent les enfants, des amis ou les locataires des propriétaires qui occupent les logements.
Ces personnes doivent, dès leur arrivée à Chamonix, pouvoir renseigner l'automate d'alerte pour lui signaler leurs coordonnées téléphoniques personnelles et la durée de leur séjour. L'automate n'est pas équipé pour cela à ce jour.
L'AIRAP demande depuis 8 mois que cela soit mis en œuvre pour la sauvegarde des occupants et...la sécurité juridique du Maire

- l'évacuation, mais...dans la bonne direction

Incroyable mais véridique.
Au début des années 2000, la Mairie avait déjà rédigé un DICRIM, auquel était jointes, par secteur, des instructions sur ce qu'il fallait faire, notamment en termes d'évacuation.
Evacuer, oui, bien sûr, dans certains cas, mais vers où se diriger ?

A ce jour, ce problème, à la fois simple et majeur parce que vital, n'est pas réglé dans la Vallée.

Un exemple criant : Le Tour

Depuis 5 ans, la consigne, en cas d'évacuation, est de descendre à Montroc et donc d'emprunter une route dont on sait pourtant bien depuis le 9 février 1999 qu'elle est mortellement dangereuse

La Mairie réfléchit, sans se presser apparemment, à la modification de ces consignes. Nous sommes rassurés

Vous comprenez pourquoi l'AIRAP veut maintenir une certaine pression.

En hiver 2008, à l'occasion d'un ordre d'évacuation lancé par le Maire, un groupe de jeunes s'est vu, heureusement, interdire par un habitant du Tour de suivre les consignes existantes de la Mairie de descendre à Montroc, à pied qui plus est.

- les notaires et les agents immobiliers

Ces professionnels n'ont pas, à ce jour, l'information systématique de l'existence de la présence du bien qu'ils vendent ou louent en zone jaune.

Ils restent responsables vis à vis de leurs clients d'une information que ne leur aura pas donné la Mairie, en attente de l'approbation du PPR.

Termites, plomb, amiante,..., coefficient énergétique, sont des informations fournies. Rien d'officiel n'est fourni en ce qui concerne la présence dans une zone jaune.

En cas de drame, on peut supposer qu'ils seront tentés, alors, de se retourner contre la Mairie.

- des exercices d'évacuation

Le Plan Communal de Sauvegarde (PCS) est un lourd document d'une centaine de pages, que peu de personnes ont lu dans son intégralité (Conseil municipal, etc.,)

Une alerte majeure entraînant des évacuations, ne peut donc que déboucher sur une désorganisation de l'évacuation elle-même et une inefficacité lourde au niveau des procédures et des moyens mis en œuvre.

Deux exemples

- évacuer, mais par quel itinéraire ? (Voir ci-dessus)

- les communications et donc les instructions se font désormais par téléphone portable.

L'expérience a montré dans d'autres occasions, en France et à l'étranger, que faute d'appareil utilisant des téléphones et des fréquences radios spécifiques, le centre de contrôle et les intervenants aux décisions sont vite injoignables, batteries des téléphones déchargées et ligne saturée.

En Autriche, suite aux grandes avalanches de 1999, des appareils de téléphone/radios sont utilisés par l'ensemble des personnes concernées.

Question à l'AIRAP

Revenons-en au DICRIM que la Mairie vient de publier et de distribuer. Qu'en pensez-vous ?

Il y a là un document fort bien fait, qui remplace avantageusement les précédents. C'est un fascicule qui couvre, en les décrivant, l'ensemble des risques auxquels un résident dans la Vallée peut se voir exposé.

Il est donc à lire attentivement par chacun.

En reprenant l'exemple du maillon de la chaîne, disons que sans ses compléments opérationnels devant figurer, notamment, dans le PCS, il restera inopérant. Il y a donc urgence à ce que la Mairie s'attelle à ce qui doit encore être fait. On en revient à ce qui vient d'être dit plus haut.

Ce DICRIM, en en modifiant les éléments propres à Chamonix, pourrait certainement servir d'exemple pour les autres communes de France soumises à des risques. Il nous semblerait utile que le Ministère du développement durable de M. Borloo puisse prendre une initiative très simple dans ce domaine qui consisterait à donner un document, le même pour toutes les communes, celles-ci auraient alors pour seul souci de le compléter, en l'adaptant à leur propre situation locale.

Que de gain de temps et d'efficacité, notamment pour des communes qui n'ont pas les moyens de Chamonix pour réaliser de tels documents.

A Chamonix, les problèmes majeurs de sécurité qui subsistent auraient, peut-être, été réglés depuis longtemps.

La sécurité ne peut attendre, pas plus que les avalanches, le bon vouloir ou le temps disponible de ceux qui ont la responsabilité de la vie des personnes.

@@@@@@@@@@